

## QUELQUES REFLEXIONS POUR PREPARER LE 3ème FORUM FRANCO-AFRICAIN

OUAGADOUGOU, 25 ET 26 OCTOBRE 1997

### **1. On ne peut travailler productivement sans machine ni outil**

Selon les Nations Unies, 1,1 milliard d'êtres humains aujourd'hui vivent en dessous du seuil de la "pauvreté absolue", dont 850 millions sont des chômeurs. La comparaison de ces chiffres exprime la contradiction majeure : si tous ceux qui sont à même de travailler avaient une activité productive -une activité qui accroît le produit net global et donne un revenu supérieur au seuil de pauvreté-, leur travail produirait les biens nécessaires à la disparition de la pauvreté.

Mais, la moitié de ces "pauvres absolus" n'ont ni terre, ni outil. En Afrique, chaque famille n'a même pas une machette ou une houe, l'outil de base élémentaire qui vaut quelques francs CFA sur tout marché africain ; en moyenne, on en compte une pour deux familles. Ce n'est donc pas une image, encore moins une exagération que de dire qu'une moitié au moins de la population africaine ne dispose que de ses mains comme instrument de travail, et qu'ainsi elle est condamnée à un niveau dérisoire de productivité du travail. N'y voyons surtout pas la poursuite d'un état qui se maintiendrait par une quelconque passivité : traditionnellement, chaque famille avait sa houe ou sa machette. Le travail à la main, inévitable aujourd'hui, avec tous ses effets, est donc le résultat de la destructuration économique et sociale de l'Afrique. L'échec de la culture attelée provient essentiellement de ce qu'elle s'est révélée bien trop coûteuse (prix des outils, coût de l'entretien du boeuf pendant la saison sèche) par rapport au prix auquel le produit est payé (la question des prix relatifs est essentielle, j'y reviendrai). Il est évident, en revanche, que ceux qui sont sans terre et sans outil ne peuvent qu'aller gonfler le secteur précaire de satisfaction des besoins, que beaucoup appellent "informel", malgré son caractère très structuré.

Les outils, même élémentaires, a fortiori les machines, ne peuvent être produits sans délai en grande quantité, surtout si l'on ne dispose pas des machines indispensables à leur production. Partout dans le monde, ils ne sont produits que par un très petit nombre de secteurs bien déterminés de l'industrie. Donc, dire que la moitié du 1,1 milliard d'êtres humains qui vit en dessous du seuil de pauvreté absolue n'a pas d'outil, c'est poser un problème économique essentiel, celui de la capacité du capital mondial à produire les quantités d'outils, et d'abord de machines nécessaires à la production des outils, pour satisfaire les besoins de ces populations en outils et machines.

### **2. Les pays du Nord enserrant les pays du Sud dans un étai**

Le Nord agit sur le Sud par deux moyens principaux qui enserrant les pays de la périphérie comme dans un étai : une des mâchoires est le système des prix des produits agricoles établi par le Nord en fonction de ses structures et de ses besoins ; l'autre est

l'investissement direct du capital du Nord dans le Sud. A prendre ces deux phénomènes à la fois, on comprend avec quelle force le Nord enferme tout pays du Sud qui ne mène pas une politique de développement indépendant, en prenant les mesures de protection et d'organisation qui s'imposent (on pense à certains pays d'Asie de l'Est).

### 2.1 Les prix des produits imposés par le Nord déstructurent les sociétés rurales<sup>1</sup>

L'analyse de ce processus se mène en quatre étapes. La dette oblige les pays endettés à avoir un excédent commercial envers le Nord pour payer les échéances, ce qui les soumet au système des prix relatifs du Nord. Pour écouler ses surplus céréaliers, le Nord en subventionne l'exportation au Sud, ce qui transforme les flux mondiaux de produits alimentaires, et met en cause l'indépendance du Sud pour sa nourriture. La misère dans certaines régions du Sud accélère la destruction des ressources naturelles. Les sociétés rurales se déstructurent.

a/ On parle de moins en moins de la **dette** : elle demeure très lourde, et concerne encore 68 pays. Etant libellée en monnaie convertible (dollar, autre monnaie du Nord), ses échéances (intérêts et capital) doivent être payées en celle-ci, d'où l'obligation pour les endettés d'avoir l'excédent commercial le plus grand possible avec le Nord : ils sont donc obligés de substituer à la production des biens qui répondaient aux besoins de la population celle des biens qu'ils peuvent écouler sur les marchés du Nord, d'un côté, et de se soumettre au niveau des prix absolus et à la structure des prix relatifs qui y régissent, de l'autre ; bien entendu, ils n'utilisent pas cet excédent à acheter des machines, investir, se développer, mais ils le transfèrent aux créanciers en règlement au moins partiel des échéances de la dette.

La question des **prix absolus** est la plus apparente. La gamme de produits que le Sud peut vendre au Nord étant relativement limitée, les endettés se livrent les uns aux autres une concurrence acharnée, qu'utilise le Nord pour abaisser les prix des produits qu'il achète au Sud, à tel point que plus celui-ci vend, plus les prix baissent, et, plus les prix baissent, plus il doit vendre pour payer une partie au moins des échéances : de 1980 à 1987, le pouvoir d'achat des exportations du Sud a ainsi baissé de 33 % (chiffres de la CNUCED).

Mais la question des **prix relatifs** est plus essentielle. Une des conditions du développement est que le système des prix relatifs corresponde au niveau du développement des forces productives, ou, pour le dire dans un langage équivalent, que les structures des prix relatifs et des productivités marginales sectorielles du travail se correspondent. Quand les pays du Sud font du commerce avec ceux du Nord, c'est le système des prix relatifs de ces derniers qui s'impose à eux, c'est-à-dire celui qui correspond au niveau de développement de leurs forces productives, donc un système de prix relatifs très différent de celui qui permettrait aux pays du Sud de se développer. Bien entendu, si les pays du Sud commerçaient entre eux, ils pourraient le faire dans le cadre d'un système de prix qui, étant plus proche de leurs productivités sectorielles du travail, aiderait au développement des uns et des autres. Mais la permanence de la dette rend aujourd'hui impossible le commerce Sud-Sud.

b/ Les **agricultures du Sud** ont été structurellement transformées dans les années 1980 : elles produisaient traditionnellement leur nourriture (en particulier leurs céréales) et les produits que le Nord ne pouvait produire (thé, café, cacao, sucre). Les pays du Nord,

<sup>1</sup>M. Mazoyer a consacré de nombreux travaux à ce qu'il nomme "la déstructuration des sociétés rurales".

excédents<sup>2</sup>. Il en est résulté une baisse du prix de vente des céréales du Nord qui a conduit à une double substitution au Sud : à la consommation, les céréales du Nord (blé) ont remplacé celles du Sud (mil<sup>3</sup>, riz), d'où la destruction des céréalicultures du Sud, et l'aggravation des balances commerciales ; à la production, les terres du Sud ont été utilisées à produire des biens de consommation de luxe pour le Nord (légumes de contre-saison, fleurs, etc.). Aujourd'hui, ils importent en grande partie leur nourriture de base du Nord, et, en contrepartie, ils produisent des produits exportables au Nord, qu'ils vendent à un prix dérisoire, ce qui, à son tour, déstabilise leur production au Nord ; le Sud travaille pour les besoins de luxe du Nord, le Nord vend au Sud ce qui assure sa survie.

c/ Cette déstructuration se traduit inévitablement par de très graves processus, en particulier la destruction des forêts, et des ressources en eau, qui sont eux-mêmes interreliés : la misère porte en elle, en effet, des contradictions ; elle contraint à la destruction de la nature qui demeure pourtant le dernier rempart avant la destruction de la vie elle-même.

## 2.2. L'investissement direct étranger et les effets d'un niveau de salaire dérisoire

D'autre part, le plus grave, du point de vue du développement, est que la population qui travaille dans le secteur moderne ne peut pas y reproduire sa force de travail. Elle a donc besoin de ce qu'on peut appeler non pas le secteur informel, terme ambigu, mais le secteur précaire de survie<sup>4</sup>, secteur très structuré par le capital dont on dispose, qui se réduit très souvent à la force physique, au corps lui-même. Il existe à la périphérie de toutes les immenses conurbations africaines et latino-américaines. Ses activités, toujours fragiles, aléatoires, vont du recyclage des déchets de l'industrie locale (qui, partout ailleurs, sont purement et simplement jetés, huiles usées, découpes de ferraille, etc.) que le capital réussit ainsi à valoriser, à la revente au détail de produits achetés au jour le jour en très petite quantité (tickets d'autobus, cigarettes) qui facilite la vie des plus pauvres qui hésitent à en acheter un carnet ou un paquet, et aux services directs liés au seul usage de sa force physique ou plus simplement encore de son propre corps. Si les salariés du secteur moderne ne pouvaient reproduire leur force de travail dans ce secteur précaire de survie, le capital serait obligé de payer un salaire plus élevé pour en permettre la reproduction. Si la fonction sociale de ce secteur précaire est de permettre la survie dans les périphéries urbaines de ceux qui ont dû quitter leur terre, sa

<sup>2</sup>Cela ne s'est pas réalisé sans conflit : au cours de l'Uruguay Round, les Etats-Unis ont imposé à la France, pour pouvoir écouler leurs excédents, de continuer à leur acheter leurs céréales et leurs tourteaux. Les agriculteurs français, sachant qu'ils seraient victimes, à leur tour, d'un surplus de production céréalières, ont mené de dures luttes pour défendre leur produit et leur existence : les Etats-Unis ont réussi à sauver leur avantage (s'assurer la possibilité d'écouler leurs propres surplus céréaliers), en accordant à la France le droit de subventionner la vente des surplus qu'elle exporterait au Sud ; il devait en résulter à l'évidence un niveau de prix inférieur au coût de production des céréales de nombreux pays du Sud, et donc la destruction des céréalicultures du Sud, ces pays se trouvant au bout de la chaîne de domination, et n'ayant aucun autre pays auquel transférer le poids des décisions des pays du Nord.

<sup>3</sup>On comprend bien que les femmes sont ainsi dispensées de la corvée du pilage du mil, mais, d'une part, les expériences de production de la farine de mil n'étaient pas négatives, même s'il fallait prendre quelques précautions, et, du point de vue de l'équilibre externe, il n'est pas sûr que le résultat soit très favorable. On assiste même récemment au Vietnam à une augmentation de la consommation de pain de blé, qui tend à se substituer au riz, ce qui ne peut être interprété comme imitation de l'Occident, ni comme résultat positif en termes de sa balance commerciale.

<sup>4</sup>Le qualificatif de secteur "informel" est inadéquat pour deux raisons : aucune population n'est davantage structurée par le capital qu'elle possède que la population qui vit et se reproduit dans ce secteur ; ce secteur se caractérise aussi par la rapide extorsion de la richesse qui y circule (la rapide de la circulation de la monnaie est un aspect de la pauvreté)